

POURQUOI VOTER ?

Dans un peu plus de deux mois, les citoyen·nes de plus de 18 ans (ainsi que les jeunes de 16 et 17 ans pour les élections européennes, pour la première fois) seront amené·es à voter, le vote étant obligatoire en Belgique. Les discussions entendues çà et là durant ces derniers mois ne sont pas enthousiastes envers le système politique, voire s'en distancient clairement : « À quoi bon voter ? », « Ce sont tous les mêmes », « Ma situation ne s'améliore pas », « Ils profitent de notre argent », etc. Plutôt que de juger ces assertions, il convient d'écouter, d'essayer de comprendre, de discuter.

Il est évident que les scandales de ces derniers mois : Qatargate, bonus des pensions des parlementaires, dépenses pour la maison parlementaire à Namur ont gravement détérioré l'image du monde politique et imposent des changements.

S'il faut dénoncer que l'organisation de la société est largement déterminée par les enjeux et les acteurs économiques et financiers, il n'en reste pas moins que le pouvoir politique a les moyens de changer les règles du jeu et d'opérer d'autres choix, de mettre d'autres critères dans la priorisation des moyens. Alors, pour le monde de demain, pour la manière dont nous souhaitons vivre sur cette terre et avec les autres dans les prochaines années, donner sa vision des choses en votant a du sens.

Quelles sont les priorités pour le MOC ?

Au niveau écologique : une transition juste intégrant le combat pour plus de justice sociale. Les inondations de 2021 et la sécheresse de 2022 ont démontré que le changement climatique n'épargne plus personne. Cette transition juste passera par la mise en oeuvre d'un plan ambitieux en matière d'isolation des logements et le développement des transports publics.

Au niveau de la sécurité sociale : la suppression du statut de cohabitant·e. Alors que des brèches sont apparues dans ce dossier (ce statut a été suspendu dans certains cas durant la crise sanitaire et les inondations), le constat reste actuellement celui d'un blocage au niveau fédéral. Par ailleurs, alors que le Covid-19 a démontré l'importance de la sécurité sociale, nous ne pouvons que constater aujourd'hui les profondes

difficultés rencontrées par les professionnel·les de la santé et du social¹. Nous avons besoin d'une politique ambitieuse et transversale de santé publique déclinée dans toutes les approches.

Au niveau migratoire : la régularisation des personnes sans-papiers. Nous déplorons l'absence d'accord dans ce dossier au niveau fédéral.

De manière générale, un constat se pose pour le MOC : faute d'un système fiscal juste et équitable dont nous attendons toujours la réforme, les pouvoirs publics se trouvent trop souvent en difficulté pour proposer des solutions structurelles aux nouveaux besoins collectifs qui émergent. Le Gouvernement ne pourra plus faire l'impasse sur cette question comme en 2023.

Pour aller plus loin et donner aux citoyen·nes la possibilité de se forger leur propre opinion, le MOC vous propose deux outils.

D'abord, un journal de campagne. Il compare les réponses des six principaux partis aux 15 revendications prioritaires du Mouvement. Il en livre une analyse en mettant en contexte les réponses données et en creusant les non-dits derrière les discours tenus. Il est disponible gratuitement sur notre site www.mocluxembourg.be ou en version papier sur simple demande au 063/21.87.26.

Ensuite, l'organisation de quatre tables rondes politiques à Virton, Libramont, Bastogne et Arlon en avril et mai prochain (voir p.3). Vous y êtes cordialement invité·es. Ce sera l'occasion d'entendre les candidat·es s'exprimer, se différencier. Ce sera aussi l'occasion de les interpeller de vive voix puisqu'un temps sera prévu pour les questions du public.

En définitive, face à la défiance citoyenne croissante envers le monde politique, la meilleure attitude n'est-elle pas de questionner et de chercher à comprendre le monde qui nous entoure, que ce soit dans une démarche individuelle, ou mieux encore, collective ?

Car comprendre, c'est déjà agir.

Jean-Nicolas Burnotte,
Secrétaire fédéral du MOC Luxembourg

¹ <http://coalitionsante.be/campagne/vivremieux>

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos organisations

P. 4-5

Faisons connaissance avec...

Anne Mernier,
directrice AID
La Trêve et Habilux

P. 6-7-8

Dossier :
Que reste-t-il des circuits courts après les crises ?

ÉLECTIONS 2024 – DES TABLES RONDES POLITIQUES

Le 9 juin prochain, les Belges seront appelé·es à voter pour renouveler leurs représentant·es aux parlements régional, fédéral et européen. Pour permettre à tout un chacun de se préparer au mieux à ce rendez-vous démocratique important, le MOC Luxembourg organise quatre tables rondes politiques, lors desquelles seront interpellé·es les candidat·es aux élections. Le public aura lui aussi l'occasion de poser ses questions.



Virton, le jeudi 18 avril 2024 à 19h30

ÉLECTIONS RÉGIONALES

Quelles solutions face à la précarité ?

Pour cette première table ronde politique, le MOC Luxembourg interpellera les candidat·es sur plusieurs facteurs de précarisation qui se trouvent au centre des préoccupations des citoyen·nes de la région.

- Que comptent-ils mettre en place pour soutenir et revaloriser le secteur de l'accueil de la petite enfance ?
- Comment envisagent-ils d'encourager l'accès à la propriété ? Et pour celles et ceux qui ne peuvent pas y accéder, comment faciliter l'option locative ?
- Quels moyens d'actions sur l'ensemble des politiques publiques qui impactent la santé ?

Avec : Jean-Philippe Florent (Ecolo), Anne-Catherine Goffinet (Les Engagés) et Laurence le Bussy (PS). À préciser pour le PTB.

📍 CNDB Virton, entrée par l'Avenue Bouvier
📞 063/21 87 38
✉ mheyde.moclux@gmail.com

Libramont, le mardi 23 avril 2024 à 19h30

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Vers une Belgique solidaire ?

Des solutions structurelles doivent être envisagées en réponse à des choix politiques qui aujourd'hui mettent à mal une part croissante de citoyen·nes belges. Quelles propositions pour tenter de résoudre ces problématiques d'envergure ?

- Que prévoient-ils pour faire face au problème de pénurie médicale et paramédicale ?
- Soutiennent-ils la globalisation des revenus et davantage de progressivité de l'impôt ?
- S'engagent-ils à la suppression définitive du statut de cohabitant ?

Avec : Olivier Vajda (Ecolo), Valérie Lescrenier (Les Engagés) et Philippe Courard (PS). À préciser pour le PTB.

📍 Haute Ecole Robert Schuman, rue de la Cité, 64
📞 063/21 87 28
✉ mcdewez.moclux@gmail.com

Arlon, le mardi 14 mai 2024 à 19h30

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

L'Europe à l'heure des défis

À l'heure où les décisions politiques prises au niveau européen impactent drastiquement la vie des citoyen·es de chacun des pays membres mais aussi de ressortissants étrangers, des réponses adaptées et visionnaires s'imposent.

- Quels sont leurs engagements vis-à-vis de l'agriculture familiale et paysanne ? Comment soutiennent-ils la transition vers une souveraineté alimentaire au détriment de l'agrobusiness ?
- S'engagent-ils à une politique de migration et d'asile solidaire ?
- Sont-ils en faveur d'une révision des accords de commerce et d'investissement dans le respect des normes sociales et environnementales ?

Avec : Adrien Blauen, à confirmer (Ecolo), Christiane Collinet (Les Engagés) et Olivier Weyrich (PS). À préciser pour le PTB.

📍 Maison de la Culture, Parc des Expositions, 1
📞 063/21 87 33
✉ pjungers.moclux@gmail.com

Bastogne, le jeudi 23 mai 2024 à 19h30

ÉLECTIONS RÉGIONALES

Quel développement pour la province de Luxembourg ?

La province de Luxembourg présente des caractéristiques qui lui sont propres compte tenu de son territoire rural. Que pensent les différents partis de ces mesures pour redynamiser la province ?

- Que comptent-ils mettre en oeuvre pour dynamiser le secteur du circuit court ?
- Quelle est leur vision de l'emploi dans un contexte de transition juste ? Sont-ils favorables à l'accès à l'emploi pour les personnes sans-papiers ?
- Soutiennent-ils la création d'un Conseil de développement dans la province ?

Avec : Vanessa Wagner (Ecolo), François Huberty (Les Engagés) et Stéphanie Heyden (PS). À préciser pour le PTB.

📍 Henallux, rue du Sablon, 47
📞 063/21 87 33
✉ emelotte.moclux@gmail.com

FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

ANNE MERNIER

QUEL EST TON PARCOURS PROFESSIONNEL ?

Mon premier emploi était le remplacement de la directrice d'une Entreprise de Formation par le Travail (EFT) à Namur, pendant son congé de maternité. À son retour, j'ai travaillé comme assistante sociale pendant 3 ans. Désireuse de revenir dans la province, j'ai fait une incursion de deux ans au Forem et depuis 25 ans, je travaille pour La Trêve et Habilux.



Directrice AID
(Action Intégrée de Développement)



QUE RECOUVRENT PLUS PRÉCISÉMENT CES TERMES « LA TRÊVE » ET « HABILUX » ET QUEL EST LEUR FONCTIONNEMENT AUJOURD'HUI ?

Ce sont deux asbl juridiquement distinctes mais relevant chacune de l'agrément CISP (Centre d'insertion socioprofessionnelle) de la Région wallonne. Habilux est une EFT et la Trêve est un centre DéFI (Démarche de Formation et d'Insertion). Cette dernière apporte davantage de formations théoriques tandis que chez Habilux, les personnes apprennent le métier directement sur chantier, chez un vrai client à qui on facture la prestation. Il y a donc chez Habilux une dimension entrepreneuriale et commerciale nécessaire, les subventions ne couvrant qu'une partie des frais. Les deux institutions ont connu au fil du temps des changements importants. En ce qui concerne la Trêve, 1er changement important : la décentralisation des formations. Au niveau de la Trêve nous travaillons actuellement sur 7 villes et des activités



Photo de l'équipe La Trêve - Habilux

complémentaires à celle de notre agrément ont été développées notamment via des appels à projets. À côté de cela, il faut aussi pouvoir répondre à des besoins émanant des demandeurs d'emploi (demandeurs de certaines formations, plus qualifiantes) et être attentifs à notre environnement, par exemple s'interroger sur la pertinence des formations en cours. Faut-il ou pas les remplacer ? Quels sont les besoins des employeurs ? Quelles sont les offres sur le territoire de la province de Luxembourg ? Par exemple, une nouvelle filière « assistant-e logistique en milieu hospitalier » a été créée. Deux ans, plusieurs rencontres avec les différents opérateurs du secteur et une série de démarches administratives auront été nécessaires pour mettre sur pied ce projet. En 2023, ce sont 12 stagiaires pour 80 demandes qui ont intégré la

filrière. Cela répond tant à un besoin de Vivalia que des demandeurs d'emploi.

À la Trêve, nous sommes fort sollicités par les personnes d'origine étrangère qui souhaitent apprendre le français.

Un projet sur lequel nous travaillons en association avec deux autres CISP (Lire et Ecrire Luxembourg et le CEPPST) concerne les formations concomitantes. Il s'agit de cours de français en lien avec des métiers. C'est le cas pour les formations métiers d'aide

ménager-ère social-e et pour la boucherie. Dans le cas de ces formations, nous travaillons en partenariat avec le Forem, l'Ifapme et la promotion sociale.

Les deux institutions se distinguent sur plusieurs aspects : la méthodologie pédagogique, l'activité commerciale et organisationnelle et la gestion financière. En tant que directrice, il est important que je sois attentive à mon environnement, que je sois à l'écoute, que j'investigue ou encore que j'anticipe.

QUELS SONT LES SATISFACTIONS ET LES FREINS QUE TU AS RENCONTRÉS DEPUIS TON ARRIVÉE, IL Y A 25 ANS ?

Les satisfactions sont plus nombreuses que les freins. Ce qui me porte, c'est le contact avec les stagiaires. J'ai des contacts avec certain-es stagiaires et une tendresse particulière pour les stagiaires de l'EFT que je croise chaque jour, en tout cas, ceux qui sont à Bastogne. Ils ont souvent des parcours plus compliqués, ils sont plus fragiles et ont un contact plus direct. Avoir un contact avec eux me rappelle pourquoi je suis là. La dimension relationnelle, humaine constitue le socle de base de chaque travailleur de la Trêve ou d'Habilux, quelle que soit la fonction exercée. D'autres éléments sont aussi émulateurs : les nouveaux projets tant à Habilux qu'à la Trêve, le

travail en partenariat avec d'autres structures, une équipe de collègues qui travaille et qui se sent bien, la confiance d'un conseil d'administration... mais c'est surtout l'emploi que trouve un stagiaire, le permis de conduire obtenu ... Ce sont toutes ces petites victoires qui donnent du sens à l'énergie déployée dans ce métier.

Les freins ? Le volet GRH prend beaucoup de temps. Quand il faut licencier une personne, quand il faut exclure un-e stagiaire, c'est parfois compliqué. Quand il faut engager aussi... Je constate une évolution parmi mes collègues qui, pour certain-es, sont davantage dans une volonté d'accumuler plusieurs expériences chez différents employeurs. La fidélité d'entreprise n'est plus la même. La gestion est donc différente et le temps nécessaire que je dois y consacrer aussi. L'autre frein vient de la lourdeur administrative imposée par les pouvoirs publics... on y passe beaucoup de temps pour des démarches qui n'ont pas toujours de sens.

QU'EST-CE QUI TE FRAPPE DANS LE SECTEUR DES ISP AUJOURD'HUI ?

C'est la précarisation du public. Avec les pénuries que l'on voit dans les différents secteurs d'activité, les gens qui, auparavant, étaient chez nous parce qu'ils avaient besoin d'un coup de pouce pour redémarrer sans être extrêmement précarisés, ont suffisamment d'outils pour satisfaire aujourd'hui un employeur qui n'a personne d'autre. Nous avons donc un public de plus en plus nombreux qu'il faut

« ANNE REMET LE PRIX... »

• DE LA RENCONTRE MARQUANTE À :

Une formation autour de l'ennéagramme

C'est un outil au niveau GRH fantastique. Ça m'a permis de mieux comprendre le fonctionnement des uns et des autres, d'avoir des attentions différenciées en fonction de cela et d'être un peu plus sensible au fonctionnement de chacun-e.

• DU LIVRE MARQUANT À :

« Entre deux mondes », d'Olivier Norek

Le livre parle du parcours du migrant. Un migrant coincé dans la jungle de Calais alors qu'il vise l'Angleterre. Nous ressentons toute la souffrance des migrants qui se retrouvent dans des conditions inacceptables. C'est un livre facile à lire mais très marquant.

• DU FILM MARQUANT À :

« Blood Diamond » d'Edward Zwick (2006)

Le film évoque l'enrôlement des enfants soldats en Sierra Leone, la violence que vivent ces enfants, la maltraitance de la population pour l'enrichissement d'une minorité. Il explique l'exploitation des Africains dans des mines non conventionnées, à la recherche de diamants et la violence qui gravite autour de tout ça pour pouvoir trouver les pierres qui trouveront leur place sur les étals à Anvers.



davantage porter, avec des problématiques parfois très lourdes. En même temps, pour ce qui concerne Habilux, nous avons des clients à satisfaire. Je m'interroge sur une adaptation du modèle à nos réalités. Depuis 25 ans, 5 faillites d'EFT ont été déclarées. Cela montre bien toute la difficulté qu'il y a à maintenir un équilibre entre le social, le pédagogique et le côté commercial. La méthodologie est bonne mais l'insécurité financière est présente. Je suis inquiète lorsque j'entends certains discours politiques. J'entends par exemple de certaines familles politiques que l'argent pour la formation doit aller non pas au Forem ou aux centres d'ISP mais aux entreprises. Que deviennent alors les publics qui ne pourront jamais passer la porte de l'entreprise ? Je crains que ces publics là, dans le chef de ces familles politiques en question, n'aient plus de place nulle part ! Je redoute la société que l'on peut construire avec une telle idéologie.

QUE FAUDRAIT-IL POUVOIR METTRE EN PLACE POUR AMÉLIORER CETTE SITUATION ?

La mesure phare que je préconise, c'est une attention particulière pour maintenir toutes les structures qui permettent à un certain public d'avoir un appui quelque part pour avancer et évoluer. Je trouve également qu'il manque un maillon dans la chaîne de l'insertion professionnelle. Il manque une passerelle entre un public précarisé (même formé) et l'emploi. Où sont ces entreprises d'insertion qui permettent de mettre le pied à l'étrier pendant une durée déterminée et pouvoir ensuite se présenter chez un employeur ? On y réfléchit avec les EFT Habilux, Futur simple et la Halle de Han avec qui le projet « Ciboulette et compagnie » fait l'objet d'une étude de faisabilité. Il s'agit de construire ensemble une structure d'insertion dans le secteur alimentaire, circuits courts qui soit complémentaire au travail réalisé dans les 3 EFT... Ce pourrait être la création de plats préparés vendus en bocaux.

DES PROJETS ?

Au niveau d'Habilux, nous cherchons à répondre à un besoin des formateur-ices mais aussi des stagiaires pour trouver un espace de travail davantage adapté à nos besoins. La cuisine et le restaurant que nous occupons à la gare du nord de Bastogne deviennent insuffisants. Dans la filière Espaces verts, nous vivons dans l'insécurité quant à l'entrepôt de stockage de notre matériel. Le choix a été pris récemment d'être propriétaire de notre espace de travail. Un terrain va être acquis sur la zone de développement économique appartenant à Idelux à Bastogne. Un bâtiment va être construit, il réunira, et la filière restauration, et la filière Espaces verts de Bastogne. Si le projet est accepté, le bâtiment pourrait être fonctionnel dans les deux ans.

QUE RESTE-T-IL DU CIRCUIT COURT APRÈS LES CRISES ?

À la veille de l'opération 'Février sans supermarchés', le CIEP Luxembourg a organisé une soirée pour donner la parole à quelques acteurs-ices du circuit court après les différentes crises qu'a traversé ce secteur et voir où se situent leurs besoins aujourd'hui. Dans un contexte où la crise agricole mène, entre autres, au blocage de centrales d'achats des grandes surfaces, il nous semblait utile de mettre en lumière quelques initiatives issues de paysan-nes qui ont pris les devants pour créer des alternatives plus justes à tous points de vue pour commercialiser leurs productions.

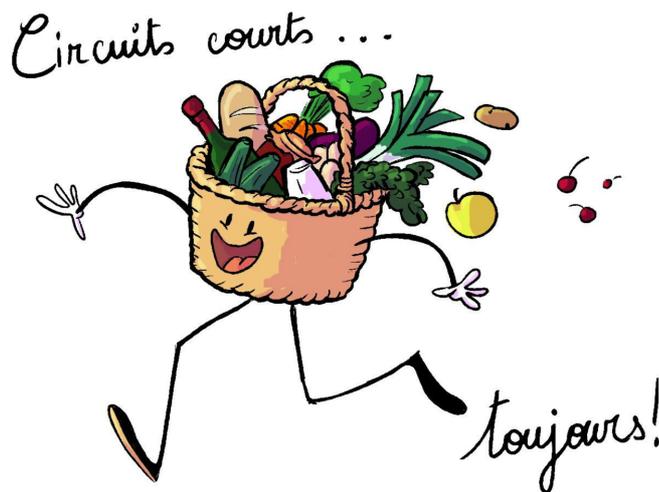
Afin de rassembler différents maillons de la distribution alternative, nous avons fait le choix de donner la parole à Benjamin Legrain de la Halle de Han, à Paul Depauw de la Coopérative de la Côte-Rouge, à Françoise Humblet de l'Épicentre, à Pascal Van Bever du Collectif 5C (Collectif de coopératives citoyennes en circuits courts) et de l'asbl Solidairement et enfin à Hélène Deketelaere du Réseau Paysan.

Le Réseau Paysan est une coopérative en économie sociale qui rassemble sur un e-shop une centaine de producteur-rices issues de la province et une centaine d'acheteurs professionnels. Parmi les acheteurs : des épiceries de terroir, des magasins à la ferme, des restaurants et d'autres coopératives en circuits courts de la province et jusqu'à Bruxelles. En amont, le Réseau assure une logistique de transport, de mutualisation administrative et d'animation. L'activité a commencé en 2012 et a connu une croissance annuelle de 10 à 20% jusqu'à la crise du Covid, période lors de laquelle les commandes ont explosé. En 2022, le chiffre d'affaire connaît une diminution pour la première fois. Ayant des acheteur-euses diversifié-es (épiceries, Horeca, quelques coopératives et collectivités) le Réseau est résilient, mais sans doute pas assez. Sa fragilité en termes d'infrastructures est son talon d'Achille. Au final, le Réseau combine une activité de hub* à une dynamique de ceinture alimentaire*, sans être soutenu par les pouvoirs publics.

Un hub logistique* est une infrastructure dédiée aux activités de grossiste, de stockage, de transformation, de distribution et de commercialisation des produits alimentaires à destination des collectivités, des professionnels et des citoyens.

Une ceinture alimentaire* est un projet d'organisation territoriale développant des rapports de production, transformation, distribution et consommation en circuit court, de sorte que la population locale concernée atteigne progressivement la souveraineté alimentaire.

Le marché fermier de la Halle de Han existe depuis une trentaine d'années, à l'initiative de citoyen-nes et de producteur-rices. En 2020, il était à son apogée mais la crise du Covid a marqué un coup dur pour son fonctionnement : fermeture drastique durant 9 semaines et réouverture mais privée de restauration. Résultat : les habitudes de la clientèle sont cassées. À cela s'ajoute la crise de 2022 qui a amenuisé la clientèle et provoqué le départ de certain-es producteur-ices. Leur grand défi aujourd'hui consiste à remobiliser des consommateur-ices.



La Coopérative de la Côte Rouge est née de la volonté de personnes et d'agriculteur-ices laitiers d'Attert. Ses membres ont obtenu un financement Hall Relais Agricole (HRA) pour construire une fromagerie et un magasin. L'idée est de valoriser le lait et renouer des liens entre la population et les producteur-ices qui se sentent comme des ouvriers de l'industrie agroalimentaire. Ils n'ont pas encore atteint leur seuil de rentabilité, ce qui les mène à vendre via les Grandes et Moyennes Surfaces (GMS) car le marché local ne suffit malheureusement pas encore à écouler toutes leurs productions.

L'Épicentre est une épicerie coopérative créée il y a 16 ans pour éviter la fermeture de la dernière épicerie du village de Meix-Devant-Virton. Ce sont les villageois-es qui ont pris des parts et qui tiennent l'épicerie de manière bénévole. L'objectif est de proposer à la population ce dont elle a besoin, ce qui explique une offre mixte entre produits industriels, bio et locaux. Pour eux la crise du covid a été une aubaine qui a permis d'attirer de nouveaux villageois-es en tant que client-es et en tant que bénévoles.

« Pour changer un modèle, il faut maîtriser trois choses : un rapport de force (qu'on n'a pas encore), des alternatives (que les projets incarnent tous ici) et de l'information (comme c'est le cas par notre prise de parole). »

Le collectif 5C rassemble 44 coopératives en circuits courts et à finalité sociale en Wallonie et à Bruxelles. Le circuit court est acteur de l'économie sociale en gardant la richesse produite par le travail des personnes sur le territoire, contrairement à l'agro-industrie et la grande distribution qui sont des aspirateurs à richesses en faveur d'individus qui se trouvent bien loin. Il faut faire un lobbying en économie sociale pour pouvoir changer de modèle de société. Pour changer un modèle, il faut maîtriser trois choses : un rapport de force (qu'on n'a pas encore), des alternatives (que les projets incarnent tous ici) et de l'information (comme c'est le cas par notre prise de parole).

côté d'un outil logistique. Car une vision commune, c'est aussi une stratégie que le politique n'a pas. « On en est à un point où on a vraiment très peur des hubs qui vont se mettre en place en Wallonie car ils vont devoir atteindre un indispensable seuil de rentabilité. Pour cela, il faudra atteindre un certain volume. Nous craignons que ces hubs viennent en Luxembourg assécher le territoire de ses productions et créer une concurrence déloyale. Il faut vraiment une vision commune et une stratégie pour faire front face à ça. On déplore le manque de vision générale dans la gestion des subsides en infrastructures du plan de relance de la Wallonie. Il n'y a pas eu de discussions préalables et un gros déséquilibre entre régions se profile. »

QUELS SONT LES BESOINS DE CES ACTEURS AUJOURD'HUI ?

Retranscription des besoins exprimés par les producteur-ices lors de la soirée.

L'argent, c'est le nerf de la guerre, afin de financer un hub/QG pour le Réseau et ses partenaires. Relocaliser l'alimentation sur notre territoire est notre priorité et un besoin immédiat. Le Réseau est totalement dépendant de frais de location de bâtiment et c'est ce qui a 'tué' la coopérative dans son projet de Libramont. Il est impératif de disposer d'un bâtiment pérenne et de diminuer les coûts locatifs en rassemblant des associations et en mutualisant une bocalerie¹ et d'autres services qui bénéficieraient à plusieurs. On mutualise déjà des outils logistiques avec l'asbl Solidairement et sa centrale d'achats de légumes afin de limiter les coûts.



La PAC devrait financer et soutenir davantage les paysan-nes. Il y a aussi un rôle essentiel à jouer par les consommateur-ices qui veulent retrouver des produits de qualité. On peut toujours discuter d'un prix mais jamais d'une qualité ! La Coopérative de la Côte Rouge souligne l'importance d'avoir un commercial pour faire de la représentation en épicerie, restaurants et salons. Il faut pouvoir arriver à une masse critique de produits vendus pour pouvoir rentabiliser leurs investissements et donc, leur coopérative. Cela passe par un renfort en communication qui servirait aussi à communiquer sur les produits ; parfois les produits locaux sont plus chers et il faut expliquer pourquoi mais ils sont aussi parfois moins chers que les GMS et il faut aussi le dire.

« On déplore le manque de vision générale dans la gestion des subsides en infrastructures du plan de relance de la Wallonie. Il n'y a pas eu de discussions préalables et un gros déséquilibre entre régions se profile. »

Une vision commune de tous les acteurs du circuit court de la province est indispensable. Si nous voulons aller plus loin, il faut prévoir un espace à proximité de ce hub pour développer d'autres projets. La volonté politique de construire des HRA de production est bien présente, mais ceux-ci seraient probablement plus efficaces à

Pour l'Epicentre, les revendeurs ont des besoins de professionnalisation comme des codes-barres sur les produits fermiers, ce qui leur ferait gagner énormément de temps (actualisation des étiquettes de prix, étiquetage) qu'ils pourraient mettre ailleurs. C'est une de leurs faiblesses par rapport aux GMS. Il faudrait mettre au point des outils qui permettraient aux épicerie d'être plus efficaces collectivement. L'action des fidélibons mis en place comme réponse à la baisse du pouvoir d'achat pour stimuler le commerce de proximité et de qualité différenciée a été très appréciée.

¹ Outil partagé de lavage de bocaux consignés et réutilisables.

Pour Pascal du Collectif 5C, il est nécessaire que le politique au niveau régional ait une vision claire de l'agriculture vers laquelle il veut aller et qu'il se donne les moyens d'y arriver. Quand il y a eu la crise des banques, l'Etat a sorti des millions d'€ pour refinancer le système. Pourquoi ne pas faire la même chose avec l'agriculture et construire un système qui soit robuste ? Le mouvement de colère des agriculteur-ices met en lumière tous les produits que nous importons. Bien-sûr, nous continuerons à importer des produits tels que le café, le chocolat ou les agrumes mais nous ne mettons pas assez en lumière les productions que nous exportons et qui sont nuisibles pour l'économie d'autres pays. Nous avons donc vraiment besoin que le politique ait une vision claire car les traités de libre-échange sont complètement absurdes dans le monde dans lequel nous vivons et dans la société vers laquelle nous voudrions aller avec plus de justice sociale, l'accessibilité à une alimentation de qualité pour toutes et tous,... Il faut prendre des positions fortes et éventuellement, comme cela se passe maintenant, il faut prendre des fourches et aller vers qui de droit.

LES CIRCUITS COURTS VOUS INTÉRESSENT ?

Le Ciep Luxembourg vous donne rendez-vous :

- **Mardi 30 avril à Arlon**

Avec **Yves Raisière**, rédacteur en chef de TCHAK, « la revue paysanne et citoyenne qui tranche ». Après un bref retour sur la crise du secteur agricole, notre intervenant présentera trois pistes de solutions aux côtés d'acteur-ices locaux.

- **Mardi 21 mai à Virton**

Le **GAC de Virton**, l'**Effet Local** et le **Ciep Luxembourg** s'unissent pour une soirée de rencontre avec le Groupement d'Achats Solidaires du Pays Lorrain (GASPL) pour comprendre leur organisation et leur fonctionnement de l'autre côté de la frontière.

- **Jeudi 23 mai à Bastogne**

Lors de la table ronde politique régionale, le MOC Luxembourg interpellera les candidat-es sur leurs engagements pour dynamiser les circuits courts en province de Luxembourg (voir p. 3).

DE QUEL CÔTÉ TOMBERA MA PIÈCE ?



NE JOUONS PAS L'AVENIR DE NOS PRODUCTEURS À PILE OU FACE!

Agricovert

La province de Luxembourg, absente lors de la distribution de soutiens en infrastructures aux circuits courts ?

Pour organiser le territoire wallon et professionnaliser le circuit court, entre autre avec l'objectif de nourrir les villes et fournir les cantines de collectivité, le plan de relance de la Wallonie a financé des infrastructures, via le cabinet de la ministre Morreale, à hauteur de 16.000.000 € : trois hubs logistiques seront créés ; un à Liège, un second à Charleroi et le troisième à Namur. Nous avons appris que le hub de Namur (3.000.000 €) ne se réaliserait pas. L'argent aurait pu servir à financer un hub dans notre province vu l'expérience et la maturité du Réseau, mais ce budget a été réattribué aux projets de Liège et Charleroi.

La ministre Tellier a également financé des infrastructures visant à recentrer les productions alimentaires en Wallonie via ce même plan de relance, sous forme d'appels à projets. 55 projets ont été déposés pour un montant total de 45.000.000 € (dont 41.000.000 € pour 44 projets en infrastructures). Concrètement, les projets retenus permettront de doper le développement de nouvelles filières en visant toute la chaîne de production et en misant sur la relocalisation, le raccourcissement des chaînes de production et le circuit court : production, stockage, transport, transformation, distribution, valorisation de sous-produits et commercialisation à l'échelon local. Le Réseau Paysan avait rentré un projet de hub via IDELUX; ce projet a dû être abandonné à cause de la complexité administrative imposée par l'appel à projets.

Le budget initialement prévu pour ce hub Luxembourg sera finalement attribué à un projet quasi similaire... à Charleroi.

Seules trois infrastructures seront financées par le plan de relance dans notre province : une unité de stockage de grains à la Ferme de l'Abreuvoir (Neufchâteau), un hall de stockage de fruits et légumes pour l'asbl Solidairement (Étalle) et une halle rurale à Rendeux. En chiffres, cela représente un total de 1.000.000 € sur les 57.000.000 € issus du plan de relance, un vrai fiasco.